

FLN

# Gaïd Salah écrit à Amar Saâdani

**Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire apporte un soutien massif et décisif, celui de l'institution militaire donc, à Amar Saâdani et qui achève de le consolider comme secrétaire général du Front de libération nationale. Gaïd Salah joint ainsi la caution de l'armée à celles de la présidence et du gouvernement.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -**

Dans une lettre adressée au secrétaire général du parti, au lendemain de sa consécration comme secrétaire général du parti, et dont nous avons obtenu une copie, le chef d'état-major écrira d'emblée : «Au frère Amar Saâdani, secrétaire général du parti du Front de libération nationale, il m'est particulièrement agréable de présenter, à votre honorable personne, mes plus sincères félicitations et mes meilleurs vœux de santé et de prospérité, à l'occasion de votre plébiscite, à l'unanimité, comme secrétaire général du parti du Front de libération nationale et prie Dieu le Tout-Puissant de vous prêter son assistance et sa bénédiction pour la réussite de votre colossale entreprise et vos efforts considérables et dont a grandement besoin l'Algérie des Chouhadas et du sacrifice.»

Le patron de l'ANP ne manquera pas, ensuite, de souligner le rang et le rôle qu'occupe le parti majoritaire dans le paysage politique national. «Il est nul besoin de prouver que le parti du Front de libération nationale demeure, au regard du capital révolutionnaire et historique ainsi que sa large base populaire qui brasse toutes les couches de la société et toutes les catégories d'âge, la première force politique du pays et c'est incontestable.»

Le chef d'état-major attribue également au FLN une immense responsabilité à la fois politique et morale lorsqu'il écrira également : «S'il est attendu de cette force politique (le FLN) d'enrichir la dynamique de la classe politique dans notre pays et de consolider son édifice, elle qui constitue une force d'équilibre constamment guidée par ce souci permanent de servir les intérêts supérieurs

de la nation, le FLN demeure aussi, comme aucune autre force, cette mémoire qui préserve l'histoire de notre glorieuse Nation avec ses épopées, ses gloires et ses incommensurables sacrifices.» Comme pour répliquer à tous ceux qui plaident pour une «mise au musée du FLN», le chef de l'armée estimera, au contraire, que «le parti du Front de libération nationale endosse une lourde responsabilité historique, envers son pays et son peuple, particulièrement les générations futures qui devront être tout à fait conscientes que, jamais les objectifs de la grande Révolution de Novembre ne seraient concrétisés sans cette image légendaire faite de sacrifices, d'unité, de fraternité et du don de soi qu'avait donnée de lui le peuple algérien, dans toutes ses composantes sociales, lesquelles ont bouleversé le cours des événements à travers le monde et porté au firmament de la gloire parmi les nations, l'emblème de l'Algérie».

En sa qualité de vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP, le général major Ahmed Gaïd Salah abordera, ensuite, dans sa missive au patron du FLN, le rôle de l'institution militai-

re. «L'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, poursuivra sa noble mission, sous la conduite de Son Excellence le président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, qu'est la défense et la préservation de la nation, de sa sécurité, sa stabilité et sa souveraineté et ce, en toutes circonstances et à tous les instants. Il s'agit là d'une noble mission que nous considérons, autant une lourde responsabilité qu'un inestimable honneur pour notre armée ainsi que pour l'ensemble de nos services de sécurité.»

Enfin, le général de corps d'armée conclura sa lettre en renouvelant ses chaleureuses félicitations à son interlocuteur : «Je prie Dieu de vous prêter, ainsi qu'à nous tous et tous les valeureux enfants de ce pays, toute son assistance afin que vous poursuiviez votre noble mission et maintenir cette flamme de l'amour du pays et de l'esprit du sacrifice pour le servir et qui doivent rester ancrés à jamais dans les esprits (...) par fidélité au serment donné à nos valeureux Martyrs.»

**K. A.**

## EN VUE D'IMPLIQUER LES CITOYENS

# L'opposition prévoit des meetings et des marches

**L'instance de suivi et de concertation de l'opposition a décidé d'intensifier ses contacts avec le peuple en prévoyant toute une panoplie de manifestations à même d'impliquer un peu plus le citoyen acquis à ses thèses.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** L'entité issue de la conférence de Mazafran d'il y a une année, et qui regroupe nombre de partis et de personnalités acquis à l'idée d'une transition démocratique, a, à l'issue de son conclave d'avant-hier, retenu le principe de nombre d'actions, dont des meetings, des rassemblements et des marches, en plus des conférences thématiques que l'instance a eu déjà à organiser. Des activités qui devront probablement intervenir à l'occasion de dates historiques à forte symbolique politique comme le 5 Juillet, le 20 Août, le 5 Octobre et le 1<sup>er</sup> Novembre. Une option mise sur la table par le président du RCD qui a,

pour rappel, insisté sur l'impératif de «travailler davantage au sein de l'opposition à provoquer le changement pour sauver ce qui peut l'être avant qu'il ne soit trop tard».

Car, selon lui, tout ce que l'opposition a entrepris jusque-là reste «insuffisant» du fait, a-t-il jugé, qu'elle n'a pas «intensifié ses efforts de mobilisation des citoyens pour inverser le rapport de forces». Il a appelé, dans ce sens, à une marche pour le 5 octobre prochain à Alger.

Abondant dans le même sens, le président du MSP a soutenu «qu'on est appelé à une nouvelle étape via laquelle le pouvoir voudra passer ses plans par tous les moyens». Abderezzak Mokri, qui n'exclut pas la sortie du peuple dans la rue qui est, selon lui, «du domaine du probable, défend l'idée de «s'y préparer» en conséquence.

Les membres de l'Isco se sont, par ailleurs, entendus sur la «gravité de la situation du pays» au vu, estiment-ils, des poli-

tiques et des pratiques du pouvoir qui ne prend pas en compte les avertissements de l'opposition et des spécialistes». Ils dénoncent ce que le promoteur du parti de l'Avant-garde des libertés, Ali Benflis, qualifie de «nouvelle stratégie offensive» qui participe, selon lui, d'une «redistribution des cartes», de «confortement de la cohésion et de la «préparation des prochaines échéances prévues dans l'agenda» mis en place en vue de l'héritage du pouvoir «loin de la volonté populaire et des intérêts suprêmes du pays».

Aussi, l'opposition ne tient-elle pas à avertir, dans ce sillage, le pouvoir de toute velléité de «mener en solo le projet de révision constitutionnelle, loin de tout consensus et de toute volonté populaire souveraine». Pour ce pan important de l'opposition, le pouvoir qui a «échoué» dans le développement, s'est montré «incapable» de lutter contre la corruption et la protection de la

souveraineté nationale et conduit le pays vers «l'inconnu». Ceci, regrette-t-on, malgré «les indicateurs économiques et sociaux dont a averti l'opposition il y a une année». Un pouvoir que cette opposition accuse, par ailleurs, de «liquider »les dossiers de corruption dans une «vaine tentative de couvrir ces scandales dont les auteurs sont connus» et ce, via des «procès alibi».

Comme attendu, l'instance de suivi et de concertation de l'opposition a approuvé le principe de son élargissement. Une «nécessité», estime-t-on, surtout qu'il s'agit d'accueillir tous les acteurs politiques, associatifs, syndicaux, académiques et sociaux, convaincus de l'option de transition démocratique et des libertés.

Tout ce beau monde devra officialiser son entrée dans ce large front de l'opposition lors d'une prochaine conférence nationale prévue à cet effet.

**M. K.**

## PROJET DE LOI SUR LES MÉDAILLES MILITAIRES

### Les députés ont dit oui

Les anciens combattants ayant participé aux deux guerres du Moyen-Orient de 1967 et 1973 ont, enfin, eu reconnaissance. Il s'agit, cependant, d'une reconnaissance morale, en attendant peut-être une reconnaissance matérielle, telle que revendiquée par les concernés. Les députés ont voté, hier, à l'unanimité le projet de loi portant création de la médaille de participation de l'ANP à la guerre du Moyen-Orient (1967 et 1973), le projet de loi portant création de la médaille de la bravoure militaire et le projet de loi amendement et complétant la loi n°04-86 du 11 février 1986 portant création de la médaille militaire. Selon Tahar Khaoua, ministre des Relations avec le Parlement, il s'agit d'une reconnaissance aux membres de l'institution militaire au sein des institutions de l'Etat.

Les anciens combattants qui ont soulevé d'autres revendications se contenteront-ils d'une reconnaissance morale ? Regroupés au sein de l'Organisation nationale des anciens combattants du Moyen-Orient (Onacmo), les concernés ont tenu plusieurs mouvements de protestation pour demander, entre autres, des droits salariaux et une prise en charge sanitaire. Car, expliquent-ils, il y a eu des morts, des blessés, des handicapés et aussi des malades mentaux qui nécessitent une prise en charge par l'hôpital militaire. Ils sont aujourd'hui environ 4 500 anciens combattants qui demandent, depuis presque treize ans, une reconnaissance pour leur sacrifice. Les pouvoirs publics ont fait un premier pas à travers ce projet de loi, en attendant, peut-être, le reste.

**S. A.**

## ATTAQUÉ DE TOUTES PARTS PAR LES DÉPUTÉS

### Le mauvais quart d'heure de Benyounès à l'APN

**Hier, lors de la présentation du projet de loi sur les opérations d'importation et d'exportation, le ministre du Commerce, Amara Benyounès, a eu droit à une valse de critiques, non pour son programme, mais sur son parcours politique. L'un des intervenants a carrément indiqué qu'il ne faut pas faire confiance à ce responsable, lui qui a qualifié, il y a quelques années, le régime de «pouvoir assassin» et le président de «Boutesrika».**

**Salah Benreguia – Alger (Le Soir)** - Le ministre du Commerce a passé, hier, un mauvais quart d'heure à l'hémicycle Zighout Youcef. Lui qui s'attendait vraisemblablement à un «débat de fond» concernant le projet de loi permettant le recours à ces licences pour gérer les exceptions à la liberté du commerce, s'est vu attirer les foudres de certains députés, connus au demeurant pour leurs goûts prononcés pour la polémique. Surfant souvent sur les sujets polémiques, le député indépendant de Mila, Habib Zegad, s'est interrogé dans son intervention sur la nécessité «de faire ou non confiance à

une personne, titulaire d'un portefeuille ministériel alors qu'il a qualifié, il y a quelques années, le régime de pouvoir assassin et parlait de «Boutesrika».

«Comment peut-on faire confiance à une personne qui qualifiait, dans un passé récent, le président de Boutesrika et le régime de pouvoir assassin ?», s'est interrogé l'ex-maire de l'APC de Chelghoum-Laïd qui ajoute que celui qui a dit : «Maudit soit celui qui ne nous aime pas», sait pertinemment que «le peuple algérien ne l'aime pas du tout». Ne s'arrêtant pas là, ce parlementaire a également reproché au ministre Benyounès de ne pas avoir le courage de démissionner «lorsqu'il a été désavoué par le Premier ministre Sellal en bloquant l'instruction relative à la vente des boissons alcoolisées».

De son côté le député du FLN Lyès Saâdi a appelé le ministre du Commerce à «établir une politique bien claire et une démarche transparente, notamment dans la livraison de ces licences d'importation». Même son de cloche chez Missoum Tahar du Rassemblement national démocratique (RND). Ce dernier s'est interrogé sur «le rôle que joue ce département

ministériel et ce, depuis le ministre Boukrouh à ce jour», d'autant que, explique-t-il, «plusieurs produits périmés continuent d'inonder le marché local». Intervenant à son tour, la députée du FFS, Hayet Méziani, qualifie les mesures prises par le ministère du Commerce de «conjoncturelles et improvisées» pour un problème multisectoriel.

Il est utile d'indiquer que le projet de loi, présenté hier et dont les débats se poursuivront aujourd'hui, reformule plusieurs articles de l'ordonnance de 2003 laquelle permet le recours à ces licences pour gérer les exceptions à la liberté du commerce.

D'ailleurs, le nouveau texte, qui amende et complète l'ordonnance en vigueur, note que «les opérations d'importation ou d'exportation de produits se réalisent librement, mais sans préjudice des règles relatives à la morale publique, à la sécurité et ordre public, à la santé des personnes et des animaux, à la faune et à la flore, à la préservation des végétaux et des ressources biologiques, au patrimoine historique et culturel et à l'environnement».

**S. B.**